



Informations du Guatemala

3^e Année, n° 117

Du 22 au 28 mars 1985

POLITIQUE

L'ouverture démocratique : un leurre
Réactions officielles
Satisfaction de l'Administration Reagan
Frégate américaine dans le pays
Appui officiel aux Escadrons de la Mort
Souveraineté tronquée pour l'Assemblée Constituante

ECONOMIE

Une aide s'élevant à plusieurs millions
Pénurie de carburants
Echec de la politique pétrolière
La fuite des capitaux perdure
Crise du secteur sucrier

INSURRECTION

Echec de la contre-offensive militaire
Occupation d'une bourgade d'EL Peten

SITUATION SOCIALE

Augmentation des salaires, peu probable
Constitution d'un Front des Travailleurs
Licenciement de travailleurs qui demandaient une hausse de salaire

DROITS DE L'HOMME

Entrevue refusée
Les disparus pourraient se trouver dans des prisons clandestines
Assassinat d'un professeur d'Université
Expulsion d'un novice
La violence continue

POLITIQUE

L'OUVERTURE DEMOCRATIQUE : UN LEURRE

Le 23 mars, les parlementaires allemands Ernst Waltemathe et Freimut Duve, après une visite de quatre jours au Guatemala, ont déclaré que l'ouverture démocratique offerte par le régime militaire de Mejía Victores était un leurre tant que les tortures, les assassinats, les enlèvements perdurent et tant que la vérité sera mise au ban dans le pays.

Les parlementaires allemands ont accusé l'armée gouvernementale d'être la principale responsable des nombreuses violations des Droits de l'Homme au Guatemala. Par ailleurs ils ont ajouté qu'à chaque instant on assistait à des "scènes de douleur".

REACTIONS OFFICIELLES

Le porte-parole de l'Armée, le Colonel Hector Rosales a réfuté les accusations émises par les parlementaires allemands. A ce propos ces derniers ont été qualifiés par le Ministre des Affaires Extérieures, Fernando Andrade, de "nouveaux impérialistes".

Le 24 mars, José García Bauer, député à l'Assemblée Nationale Constituante, déclarait que de telles déclarations n'auraient pas leur raison d'être si les Droits de l'Homme étaient respectés au Guatemala.

SATISFACTION DE L'ADMINISTRATION REAGAN

Le 21 mars, l'Ambassadeur de Washington au Guatemala, Alberto Martínez Piedra faisait savoir que le processus électoral permettra d'augmenter l'aide militaire et économique que les Etats-Unis fournissent au Guatemala.

Il a ajouté également que l'Administration Reagan était satisfaite de la situation des Droits de l'Homme dans le pays.

Le 14 mars dernier, la Commission des Droits de l'Homme des Nations-Unies quant à elle, prenait le contre-pied des allégations de Martínez Piedra en soulignant que les violations des Droits de l'Homme au Guatemala sont encore fort graves.

FREGATE AMERICAINE DANS LE PAYS

Le 24 mars, la frégate américaine -US Talbot- avec quelques 400 soldats à bord était amarrée dans le port de Quetzal, situé sur la côte pacifique du Guatemala, dans le but de participer, durant quatre jours et de concert avec l'Armée guatémaltèque, à des manoeuvres militaires anti-sous marines et à des opérations de blocus et de patrouille.

Le Commandant de la frégate, le Capitaine T.H. Reynolds a indiqué que le vaisseau était muni d'un système de lance-projectiles, de canons longue portée et d'hélicoptères.

APPUI OFFICIEL AUX ESQUADRONS DE LA MORT

Le 20 mars, l'ancien chef de la Centrale d'Intelligence du Salvador, Roberto Santibañez signalait que les autorités guatémaltèques mettaient des camps d'entraînement à la disposition des Esquadrons de la Mort du Salvador.

Alors qu'on l'interrogeait à ce propos, l'Ambassadeur guatémaltèque aux Etats-Unis, Eduardo Palomo a stipulé que "ces faits appartiennent au passé".

SOUVERAINETE TRONQUEE POUR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

Le 20 mars, le Président en fonction de l'Assemblée Nationale Constituante déclarait que cette dernière ne pouvait pas établir le statut de prisonnier politique sur le plan légal car c'est une décision qui relève, seule, pour son approbation du **Chef de l'Etat**. Le président de l'Assemblée, Hector Aragon Quiñonez répondait ainsi aux membres du Groupe d'Appui Mutuel qui, durant 5 minutes ont occupé de façon pacifique les bâtiments de l'Assemblée dans l'espoir d'exercer une pression qui permette la création dans la nouvelle Constitution de ce statut juridique.

ECONOMIE

UNE AIDE S'ELEVANT A PLUSIEURS MILLIONS

Alberto Martinez Piedra, Ambassadeur américain au Guatemala, souligne que l'aide fournie par les Etats-Unis au Guatemala dépassera les 95 millions de dollars au cours de l'année 1985.

L'Ambassadeur a ajouté que de ce chiffre global, il fallait compter 53 millions de dollars destinés aux accords conclus entre l'Agence Internationale pour le Développement et la Banque de Guatemala ; 15 autres millions de dollars consacrés à l'aide économique supplémentaire et, 5 millions pour financer les programmes d'entraînement militaire.

PENURIE DE CARBURANTS

Le 24 mars, les milieux de presse mettaient l'accent sur le fait que l'insolvabilité du Guatemala pourrait entraîner une pénurie en carburants à partir du mois d'avril.

Selon ces mêmes sources, le gouvernement guatémaltèque doit 38,1 millions de dollars aux pays fournisseurs d'hydrocarbures, à savoir, le Venezuela et le Mexique mais, qui plus est, les réserves du pays en essence, diesel et bunker (carburant pétrolier) ne peuvent répondre à une demande excédant une période de 10 jours.

ECHEC DE LA POLITIQUE PETROLIERE

Le 26 mars, on apprenait que l'hebdomadaire américain Newsweek, dans son numéro le plus récent, mettait en exergue l'échec de la politique pétrolière du gouvernement militaire guatémaltèque.

Selon l'article, l'extraction pétrolière n'atteint plus que 3 000 barils par jour et, au cours des trois derniers mois il n'y a pas eu d'envois pétroliers. A la mi-1983, Newsweek signalait que selon les estimations du Département d'Etat américain et des experts en la matière, le Guatemala dispose de réserves qui oscillent entre 160 millions et 5 milliards de barils. Ces estimations le situe dans les 20 principaux pays détenteurs d'hydrocarbures à l'échelle mondiale.

LA FUIITE DES CAPITAUX PERDURE

Le 21 mars, le Ministre des Finances Publiques, Leonardo Figueroa Villate signalait que 92 millions de dollars qui auraient dû alimenter les avoirs du pays à la suite d'opérations de ventes de produits d'exportation, n'ont pas été enregistré auprès de la Banque de Guatemala. Le Ministre affirme que l'attitude des exportateurs relève de la fuite de devises.

Le Ministre a fait savoir que les exportateurs bénéficiaient de 45 jours pour déposer dans le pays les devises résultants des opérations commerciales mais que certains d'entre-eux ne se pliaient pas à cette exigence.

CRISE DU SECTEUR SUCRIER

Le 22 mars, Leonel Hernandez Cardona, Ministre de l'Economie annonçait que les Etats-Unis ont diminué le quota de sucre alloué à l'exportation guatémaltèque à 300 000 quintaux. Si l'on ajoute cette mesure aux prix peu élevés de cette denrée sur le marché international et à l'excédent de quelques 5 millions de quintaux stocké dans le pays, on peut s'attendre à de graves problèmes économiques.

D'autre part, les producteurs de sucre de la côte sud du pays ont, le 24 mars, exprimé leurs craintes de voir les raffineries sucrières mettre un terme à leur activité, face à la sérieuse crise que traverse le secteur. Si cela devait se produire, les répercussions tant sur le plan du travail que dans le domaine de la production dans ce même secteur seraient incalculables. La canne à sucre est un des produits agricoles de première importance dans le pays.

INSURRECTION

ECHEC DE LA CONTRE-OFFENSIVE MILITAIRE

Selon un communiqué de l'Organisation du Peuple en Armes, daté du 24 mars, les troupes spéciales de l'Armée -les Kaibiles- ont échoué dans leur tentative d'occuper des positions rebelles, dans la région du volcan Tajumulco, situé dans le départe-

ment de San Marcos. Ils en furent délogé par les rebelles, à coups de fusils et grenades, au cours de trois sérieux combats, les 23 et 24 mars, durant lesquels l'Armée a perdu, pour le moins, 14 de ses effectifs.

Toujours selon l'ORPA, les insurgés ont effectué, au cours des derniers jours passés dans la région de San Marcos, une série d'actions politico-militaires, parmi lesquelles il convient de mentionner : l'occupation des plantations telles que El Eden, Hamburgo, Miramar, San Ramon et Pompeya ainsi que la bourgade de Chanchicupe ; ce qui a obligé l'Armée à planifier et lancer une contre-offensive militaire qui, comme nous l'avons souligné, a échoué.

OCCUPATION D'UNE BOURGADE D'EL PETEN

Le 21 mars, l'organisation des Forces Armées Rebelles faisait savoir que quelques unes de leurs unités de guérilla ont occupé, le 19 mars, la localité de San Francisco, situé dans le département septentrional de El Peten, où elles ont organisé une réunion de caractère politique avec les habitants et où elles ont réquisitionné les armes qui se trouvaient dans le bâtiment municipal.

SITUATION SOCIALE

AUGMENTATION DES SALAIRES : PEU PROBABLE

Le 20 mars, alors qu'il essayait de justifier les raisons qui poussent le gouvernement à refuser l'augmentation des salaires, le Ministre du Travail, Carlos Padilla Natareno soulignait qu'une hausse des salaires était synonyme de licenciements ou de refus postérieurs à engager de nouveaux travailleurs.

Padilla a ajouté qu'un des gros problèmes du Guatemala est le chômage et qu'une hausse des salaires dans de telles conditions découragerait de nouveaux investissements privés, ce qui à son tour porterait préjudice aux secteurs majoritaires du pays.

CONSTITUTION D'UN FRONT DES TRAVAILLEURS

Au cours d'une réunion où était analysée la situation des travailleurs au Guatemala et en Amérique Centrale, une dizaine de syndicats ont convenu, le 23 mars, de former une Commission chargée de la coordination à l'occasion de la création prochaine d'un Front National des Travailleurs.

La Confédération de l'Unité Syndicale de Guatemala a lancé, le 24 mars, un appel à l'unité du secteur ouvrier guatémaltèque "pour la construction d'une société plus juste", tâche qui ne "peut être atteinte que par le biais d'une constitution politique".

LICENCIEMENT DE TRAVAILLEURS QUI DEMANDAIENT UNE HAUSSE DE SALAIRE

40 travailleurs de l'entreprise textile Hunaphu ont été licenciés, les 20 et 21 mars, pour avoir demandé une augmentation de salaire.

DROITS DE L'HOMME

ENTREVUE REFUSEE

Le Chef de l'Etat, le Général Oscar Mejia Victores a refusé, le 20 mars, de s'entretenir avec les parlementaires d'Allemagne occidentale, Ernst Waltemathe et Freimut Duve qui avaient été mandaté par 107 députés allemands aux fins de demander au régime guatémaltèque de respecter les Droits de l'Homme.

LES DISPARUS POURRAIENT SE TROUVER DANS DES PRISONS CLANDESTINES

Le 22 mars, les députés de l'Assemblée Constituante, Richard Schaw et Roberto Alejos Cambara déclaraient que les disparus pourraient bien se trouver dans des prisons clandestines ou dans des installations militaires.

Alejos Cambara a ajouté que si les Autorités ne permettaient pas l'accès aux centres de détention des disparus, il s'avérait impossible de s'informer de leur sort. Il a également souligné qu'il "est indéniable qu'un grand nombre de personnes ont disparu au Guatemala sans que l'on ait même retrouvé leurs corps".

ASSASSINAT D'UN PROFESSEUR D'UNIVERSITE

Le Professeur Flavio José Quezada Zaldana, de l'Université Nationale de Guatemala, a été abattu, le 24 mars, par les forces de sécurité alors qu'il rentrait chez lui, en compagnie de ses filles, mineures d'âge, lesquelles sont saines et sauvées.

Quezada, de nationalité nicaraguéenne, résidait depuis de nombreuses années au Guatemala où il dirigeait le Centre d'Etudes Urbaines de l'Université de San Carlos. Cette dernière a condamné ce nouvel assassinat et l'assimile à une agression perpétrée, une fois encore, contre l'Université elle-même.

EXPULSION D'UN NOVICE

Le 23 mars, les parlementaires allemands Duve et Waltemathe, au cours d'une conférence de presse, dénonçaient le fait que les Autorités guatémaltèques ont expulsé du territoire national, de façon illégale, le novice Salésien Adrian Ramos Sanchez, de nationalité costaricienne, sans pour autant lui expliquer les motifs d'une telle décision.

Cette mesure gouvernementale peut être qualifiée, pour les parlementaires, de "nouvelle violation des Droits de l'Homme".

LA VIOLENCE CONTINUE

Durant la dernière semaine du mois de mars, de nouveaux actes de violence commis par le régime militaire ont été rendu public. On peut mentionner entre autre, la date du dimanche 24 mars, où des membres de la police nationale qui formaient un barrage sur une route du département de Escuintla ont assassiné Julio Cesar García et blessé grièvement trois femmes qui l'accompagnait. Le communiqué officiel signale que la victime n'avait pas obéi aux injonctions d'arrêt.

L'Inspecteur de police Juan de Dios Morales Roca et les agents de la police nationale Adilio Cabrera et Bruno Lopez ont assiégé une résidence située dans la zone 14 de la capitale où, sous la menace de leurs armes à feu, ils ont volé et violé l'épouse du propriétaire en présence de sa propre famille. La police a signalé que les trois agents ont été renvoyé et mis à la disposition des tribunaux concernés.

Au cours d'une autre opération de barrage, Gaspar Zoc, sa femme et leur fils, âgé de 13 ans ont été criblé de balles, le 16 mars, sur la route qui conduit à Tierra Nueva, située dans Las Chinautla, à l'extérieur de la capitale guatémaltèque.

XXXXXXXXXXXXXXXX